



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	CNECT.01
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	287531
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q2 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/01/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entity presentation:

Unit CNECT 01 is the main coordination hub of DG CNECT, reporting directly to the Director-General and working closely with the Cabinet of Executive Vice-President responsible for digital policy. Our work touches upon all policy areas of DG CNECT, including artificial intelligence, telecommunications, semiconductors, quantum, data, cloud, online platforms, internet governance, minors protection online, cybersecurity and secure connectivity, digital identity, and media.

We coordinate the planning and preparation of the DG's major policy initiatives. We provide procedural guidance and better regulation support to the specialised policy teams and facilitate their work with the Secretariat-General and other Commission departments. We also lead DG CNECT's regulatory simplification work, including the Digital Omnibus and the Digital Fitness Check, while supporting and helping coordinate implementation and enforcement of the DG digital legislation.

Our Unit is also the DG's interface with other EU Institutions, notably the European Parliament and the Council, leading and coordinating all the inter-institutional work of the Directorate-General, in particular during negotiations on legislative proposals.

We are a committed, dynamic and highly motivated team of 20+ professionals with a great collaborative, service-oriented spirit and a friendly atmosphere.

Job presentation:

A position for a seconded national expert as part of our teams working on policy coordination and implementation, as well as procedural advice and policy planning. A candidate with a suitable legal background might also be involved in enforcement-related work.

The successful candidate would work in a small 3-5 person team coordinating policy positions on cross-cutting horizontal topics, writing horizontal briefings for senior management and political leadership, monitoring legislative activities, providing advice on better regulation and ensuring strategic policy planning for the entire DG. The job requires close contacts across various policy teams inside DG CNECT, as well as with other Commission departments.

This position allows first-hand experience in preparing, coordinating, and following up the decision-making process in the European Commission in the fast-moving and highly prominent area of digital policies.

Jobholder profile:



We are looking for a motivated colleague who is eager to have an impactful and enriching experience at the heart of EU policy-making. The position offers the opportunity to contribute to policy planning and development, as well as to the monitoring and implementation of EU law.

The ideal candidate should have a good understanding of current political sensitivities related to digital policy making and be able to translate complex technical concepts into clear, accessible messages for political-level audiences. As our work often involves direct interaction with senior management and coordination across different policy areas, the successful candidate should be versatile and capable to work simultaneously on several separate projects, occasionally with short notice and deadlines. S/he should demonstrate a strong sense of initiative and the ability to work independently, while showing excellent team spirit. The successful candidate should be a dynamic team player with proven coordination, organisational and communication skills (both oral and written) to collaborate effectively both inside and outside of our DG.

Prior experience in digital policy coordination, legal and procedural advice, or advising senior management or political leadership would be a strong asset. A legal background is welcome but not a must. S/he should have an excellent command of English, while

knowledge of French and/or German would be an advantage. Good writing skills are essential.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

L'unité CNECT 01 est le principal pôle de coordination de la DG CNECT, sous l'autorité directe du directeur général et en étroite collaboration avec le cabinet du vice-président exécutif chargé de la politique numérique. Nos travaux portent sur tous les domaines d'action de la DG CNECT, y compris l'intelligence artificielle, les télécommunications, les semi-conducteurs, les quantiques, les données, l'informatique en nuage, les plateformes en ligne, la gouvernance de l'internet, la protection des mineurs en ligne, la cybersécurité et la connectivité sécurisée, l'identité numérique et les médias.

Nous coordonnons la planification et la préparation des principales initiatives politiques de la DG. Nous fournissons des orientations procédurales et un soutien pour une meilleure réglementation aux équipes spécialisées dans le domaine des politiques et facilitons leur travail avec le secrétariat général et d'autres services de la Commission. Nous menons également les travaux de simplification réglementaire de la DG CNECT, y compris l'Omnibus numérique et le bilan de qualité numérique, tout en soutenant et en aidant à coordonner la mise en œuvre et l'application de la législation numérique de la DG.

Notre unité est également l'interface de la DG avec d'autres institutions de l'UE, notamment le Parlement européen et le Conseil, qui dirige et coordonne l'ensemble des travaux interinstitutionnels de la direction générale, en particulier lors des négociations sur les propositions législatives.

Nous sommes une équipe engagée, dynamique et très motivée, composée de plus de 20 professionnels, dotée d'un grand esprit collaboratif, orienté vers le service et d'une atmosphère amicale.

Présentation du poste:

Un poste d'expert national détaché dans le cadre de nos équipes chargées de la coordination et de la mise en œuvre des politiques, ainsi que des conseils en matière de procédure et de planification des politiques. Un candidat disposant d'un cadre juridique approprié pourrait également participer à des travaux liés à l'application de la législation.

Le candidat retenu travaillera dans une petite équipe de 3 à 5 personnes chargée de coordonner les positions politiques sur des sujets horizontaux transversaux, de rédiger des notes d'information horizontales à l'intention de l'encadrement supérieur et de la direction politique, de suivre les activités législatives, de fournir des conseils sur l'amélioration de la réglementation et d'assurer la planification stratégique des politiques pour l'ensemble de la DG. Ce poste nécessite des contacts étroits entre les différentes équipes politiques de la DG CNECT, ainsi qu'avec d'autres services de la Commission.



Cette fonction permet d'acquérir une expérience de première main dans la préparation, la coordination et le suivi du processus décisionnel au sein de la Commission européenne dans le domaine des politiques numériques en évolution rapide et très important.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un collègue motivé désireux d'avoir une expérience fructueuse et enrichissante au cœur de l'élaboration des politiques de l'UE. Cette position offre la possibilité de contribuer à la planification et au développement des politiques, ainsi qu'au suivi et à la mise en œuvre du droit de l'UE.

Le candidat idéal devrait avoir une bonne compréhension des sensibilités politiques actuelles liées à l'élaboration des politiques numériques et être en mesure de traduire des concepts techniques complexes en messages clairs et accessibles aux publics au niveau politique. Étant donné que notre travail implique souvent une interaction directe avec l'encadrement supérieur et une coordination dans différents domaines d'action, le candidat retenu devrait être polyvalent et capable de travailler simultanément sur plusieurs projets distincts, parfois avec des délais et des délais courts. Il/elle doit faire preuve d'un sens aigu de l'initiative et de sa capacité à travailler de manière autonome, tout en faisant preuve d'un excellent esprit d'équipe. Le/la candidat (e) retenu (e) devra être un esprit d'équipe dynamique possédant des compétences avérées en matière de coordination, d'organisation et de communication (tant à l'oral qu'à l'écrit) afin de collaborer efficacement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre DG.

Une expérience préalable en matière de coordination des politiques numériques, de conseil juridique et procédural, ou de conseil à l'encadrement supérieur ou à la direction politique serait un atout majeur. Un cadre juridique est le bienvenu, mais pas un impératif. Il doit avoir une excellente maîtrise de l'anglais, tout en

la connaissance du français et/ou de l'allemand serait un atout. De bonnes capacités rédactionnelles sont essentielles.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Das Referat CNECT 01 ist das wichtigste Koordinierungszentrum der GD CNECT, das direkt dem Generaldirektor unterstellt ist und eng mit dem Kabinett des für die Digitalpolitik zuständigen Exekutiv-Vizepräsidenten zusammenarbeitet. Unsere Arbeit betrifft alle Politikbereiche der GD CNECT, darunter künstliche Intelligenz, Telekommunikation, Halbleiter, Quanten, Daten, Cloud, Online-Plattformen, Internet-Governance, Jugendschutz im Internet, Cybersicherheit und sichere Konnektivität, digitale Identität und Medien.

Wir koordinieren die Planung und Vorbereitung der wichtigsten politischen Initiativen der GD. Wir bieten Verfahrensleitlinien und Unterstützung für eine bessere Rechtsetzung für die spezialisierten politischen Teams und erleichtern deren Zusammenarbeit mit dem Generalsekretariat und anderen Kommissionsdienststellen. Darüber hinaus leiten wir die Arbeit der GD CNECT zur Vereinfachung der Rechtsvorschriften, einschließlich der digitalen Omnibus-Verordnung und des digitalen Fitness-Checks, und unterstützen und helfen dabei, die Umsetzung und Durchsetzung der Rechtsvorschriften der GD Digitales zu koordinieren.

Unser Referat ist auch die Schnittstelle der GD zu anderen EU-Organen, insbesondere dem Europäischen Parlament und dem Rat und leitet und koordiniert die gesamte interinstitutionelle Arbeit der Generaldirektion, insbesondere während der Verhandlungen über Legislativvorschläge.

Wir sind ein engagiertes, dynamisches und hochmotiviertes Team von über 20 Fachkräften mit einem ausgeprägten kooperativen, dienstleistungsorientierten Geist und einer freundlichen Atmosphäre.

Stellenbeschreibung:

Eine Stelle für einen abgeordneten nationalen Sachverständigen als Teil unserer Teams, die an der Koordinierung und Umsetzung politischer Maßnahmen sowie an Verfahrensberatung und Politikplanung arbeiten. Ein Bewerber mit geeignetem rechtlichen Hintergrund könnte auch an der Durchsetzungsarbeit beteiligt sein.

Der erfolgreiche Bewerber würde in einem kleinen 3-5-Personenteam arbeiten, das politische Positionen zu bereichsübergreifenden horizontalen Themen koordiniert, horizontale Briefings für die höhere Führungsebene und die politische Führung verfassen, legislative Tätigkeiten überwachen, Beratung zur besseren Rechtsetzung anbieten und die strategische Politikplanung für die gesamte GD sicherstellen. Die Aufgabe erfordert enge Kontakte zwischen verschiedenen politischen Teams innerhalb der GD CNECT sowie mit anderen Kommissionsdienststellen.



Diese Position ermöglicht Erfahrungen aus erster Hand bei der Vorbereitung, Koordinierung und Nachbereitung des Entscheidungsprozesses in der Europäischen Kommission in dem sich rasch entwickelnden und herausragenden Bereich der Digitalpolitik.

Anforderungsprofil:

Wir suchen einen motivierten Kollegen, der an wirkungsvollen und bereichernden Erfahrungen im Mittelpunkt der Politikgestaltung der EU interessiert ist. Die Position bietet die Möglichkeit, zur Politikgestaltung und -entwicklung sowie zur Überwachung und Umsetzung des EU-Rechts beizutragen.

Der ideale Kandidat sollte über ein gutes Verständnis der aktuellen politischen Empfindlichkeiten im Zusammenhang mit der digitalen Politikgestaltung verfügen und in der Lage sein, komplexe technische Konzepte in klare und verständliche Botschaften für das Publikum auf politischer Ebene umzusetzen. Da unsere Arbeit häufig eine direkte Interaktion mit der höheren Führungsebene und eine Koordinierung über verschiedene Politikbereiche hinweg umfasst, sollte der erfolgreiche Bewerber/die erfolgreiche Bewerberin vielseitig sein und in der Lage sein, gleichzeitig an mehreren getrennten Projekten zu arbeiten, gelegentlich mit kurzen Fristen und Fristen. Er/sie sollte ein starkes Initiativgefühl und die Fähigkeit, unabhängig zu arbeiten, unter Beweis stellen und gleichzeitig ausgezeichneten Teamgeist zeigen. Der erfolgreiche Bewerber/die erfolgreiche Bewerberin sollte ein dynamischer Team-Spieler sein, der nachweislich über Koordinierungs-, Organisations- und Kommunikationsfähigkeiten (sowohl mündlich als auch schriftlich) verfügt, um sowohl innerhalb als auch außerhalb unserer GD wirksam zusammenzuarbeiten.

Frühere Erfahrungen mit der Koordinierung der Digitalpolitik, Rechts- und Verfahrensberatung oder der Beratung der höheren Führungsebene oder der politischen Führung wären von großem Vorteil. Ein rechtlicher Hintergrund ist willkommen, aber kein Bedürfnis. Er/sie sollte über ausgezeichnete Englischkenntnisse verfügen, während

Französisch- und/oder Deutschkenntnisse wären von Vorteil. Gute Schreibfähigkeiten sind unerlässlich.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“